



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la Protection des
Populations de Saône-et-Loire**

Service Santé Protection Animales et Environnement

Unité Environnement et autres filières
24 Boulevard Henri DUNANT
71 000 Mâcon

Mâcon, le 18/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS EGGFARMS

Les GALBRANDS, 71500 BRANGES

Références : 2025-00901

Code AIOT : 0057100135

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'élevage de poules pondeuses de la SAS EGGFARMS implanté au lieu-dit les GALBRANDS, 71500 BRANGES. L'inspection a été annoncée le 05/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS EGGFARMS
- Les GALBRANDS, 71500 BRANGES
- Code AIOT : 0057100135
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui (rubrique 3660 : « élevage intensif »)
- SIRET : 90318829000055

L'activité d'élevage de la SAS EGGFARMS est réglementairement encadrée par :

- La Décision d'Exécution (UE) n°2017/302 de la commission du 15/02/17 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
 - L'Arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
 - L'Arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
 - L'Arrêté préfectoral n° 03/1242/2-3 du 28 avril 2003 d'autorisation d'exploiter un élevage de 111 000 poules pondeuses au lieu-dit les GALBRANDS, 71500 BRANGES ;
- (L'Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03961 du 23 août 2011 pour un élevage de 474 840 poules pondeuses est abrogé par l'arrêté préfectoral n°2014185-0004 du 4 juillet 2014)

Contexte de l'inspection :

Récolement suite à mise en demeure – programme pluriannuel de contrôle (établissement à enjeux)
– réexamen IED (dossier de réexamen déposé en mars 2024)

Thèmes de l'inspection :

Lors de l'inspection, il a été contrôlé la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles (n°3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 13, 14, 15, 19, 23, 24, 25, 27, 29 et 31) sur lesquelles l'exploitant s'est engagé dans le dossier de réexamen transmis en avril 2024. De façon non exhaustive, il a également été vérifié le respect des prescriptions définies dans les textes réglementaires sus-cités qui encadrent l'activité de l'élevage avicole exploité par la SAS EGGFARMS.

L'élevage faisait également l'objet d'un arrêté préfectoral mettant en demeure l'exploitant de réaliser plusieurs actions correctives dans des délais impartis (APMD n°DCL-BRENV-2023-135-1 du 15 mai 2023). L'inspection a donc porté sur la vérification des mesures correctives demandées.

Seul l'intérieur des bâtiments P1, P3 et le hangar de stockage des fientes a été inspecté par l'inspection des installations classées.

De façon concomitante, l'élevage de volailles a également fait l'objet d'une inspection sur le respect des prescriptions réglementaires relatives à la protection animale. Cette thématique, relative au Code rural et de la pêche maritime, fait l'objet d'un rapport distinct qui est transmis séparément à l'exploitant.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-3 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

L'élevage de poules pondeuses en cage exploité par la SAS EGGFARMS au lieu-dit les GALBRANDS à BRANGES (71500) est globalement bien entretenu. Néanmoins, plusieurs non-conformités ont été relevées, dont des non-conformités déjà relevées lors de la précédente inspection et qui n'ont pas fait l'objet des mesures correctives adéquates malgré la transmission d'un arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD n°DCL-BRENV-2023-135-1 du 15 mai 2023).

Il est octroyé à l'exploitant un délai supplémentaire pour se mettre en conformité. À défaut, d'une mise en conformité dans les délais imposés, un procès verbal de constatation d'infractions sera transmis au procureur de la République et des sanctions administratives pourront également être proposées au Préfet conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Les meilleures techniques disponibles contrôlées sur lesquelles l'exploitant s'est engagé dans son dossier déposé en avril 2024 sont mises en œuvre.

2-3) Fiches de constats

Prescriptions de l'arrêté ministériel / arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter / arrêté préfectoral de mise en demeure

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Références réglementaires :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
- Arrêté préfectoral d'autorisation n° 03/1242/2-3 du 28 avril 2003 d'autorisation d'exploiter un élevage de 111 000 poules pondeuses, article 1^{er} et 2

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

AM :

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.

AP :

La SARL VAL PRODUITS est autorisée, sous, réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de BRANGES, lieu-dit les GALBRANDS, un élevage avicole de poules pondeuses comprenant :

N° Rubrique	Intitulé	Volume d'activité	Régime de l'installation
2111-1	Établissement d'élevage de volailles de plus de 20 000 AEV*	111 000 poules pondeuses soit 111000 AEV*	Autorisation
2170	Fabrication d'engrais et supports de culture	3 t/jour	Déclaration

* animaux équivalent volailles

L'exploitation des volailles se fera grâce à du matériel de type cage à poules permettant de respecter les normes de bien-être animal. Les fientes seront collectées sur des tapis ventilés, en vue de leur transport vers le local de stockage.

Constats :

Site d'élevage repris par la société SAS EGGFARMS le 31/01/2022.

L'installation d'élevage se compose de trois bâtiments d'élevage nommés P1, P2 et P3 ainsi que d'un bâtiment de stockage des fientes F1. Seuls les bâtiments d'élevage P2 et P3 sont exploités.

Le projet d'implantation de deux nouveaux bâtiments qui devait également s'accompagner du réaménagement du bâtiment P1 en hangar à fientes n'a finalement pas été réalisé. L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03961 du 23 août 2011 pour un élevage de 474 840 poules pondeuses a été abrogé par arrêté préfectoral d'abrogation n°2014185-0004 du 04/07/2014. L'installation d'élevage de poules pondeuses est donc toujours autorisée par l'arrêté d'autorisation n° 03/1242/2-3 du 28 avril 2003 d'autorisation à exploiter un élevage de 111 000 poules pondeuses.

Présence le jour de l'inspection :

– Bâtiment P2 : 41 158 poules pondeuses (mise en place du 22/01/2025)

– Bâtiment P3 : 51 352 poules pondeuses (mise en place du 23 et 24/01/2025)

Soit au total : 92 510 poules pondeuses (sans compter la mortalité depuis la mise en place).

Le bâtiment P1 était vide le jour de l'inspection. Il n'est plus utilisé en tant que bâtiment d'élevage. Il sert au stockage de divers matériaux.

Les poules pondeuses sont gardées sur site environ 100 semaines dans l'élevage.

Production annuelle d'environ 1500 tonnes de fientes soit environ 4 tonnes de fientes par jour.

Type de suites proposées : Sans suite

Une mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter est nécessaire afin d'acter le changement d'exploitant et indiquer que l'élevage est soumis à la Directive IED.

N° 2 : Modification d'une ICPE soumise à autorisation**Références réglementaires :**

– Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3

– Arrêté préfectoral d'autorisation n° 03/1242/2-3 du 28 avril 2003 d'autorisation d'exploiter un élevage de 111 000 poules pondeuses, article 2

– Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-46

Thème(s) : Élevage, Dossier

Code de l'environnement :

I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

III.-Pour les installations relevant de l'article L. 515-32 :

1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas :

- a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;
- b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut ;

2° Sont regardées comme notables, lorsqu'elles ne relèvent pas du 1° :

- a) Toute augmentation ou diminution significative de la quantité ou toute modification significative de la nature ou de la forme physique de la substance dangereuse présente, ayant fait l'objet d'un recensement par l'exploitant en application du II de l'article L. 515-32, ou toute modification significative des procédés qui l'utilisent ;
- b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil haut devient un établissement seuil bas ; dans ce cas, l'arrêté complémentaire mentionné au dernier alinéa du II est pris après une consultation du public, dans les conditions de l'article L. 123-19-2.

AP : Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance du Préfet avant leur réalisation.

Constats :

L'exploitant a informé l'inspection en décembre 2024 de son projet d'extension du bâtiment de stockage des œufs (90 m²) afin de faciliter la manutention des palettes et de construction d'un quai de chargement. Ces modifications ne générant pas de nuisances supplémentaires par rapport à l'activité autorisée un donné acte a été transmis à l'exploitant par courrier n°2024-03663 daté du 2 janvier 2025.

Lors de l'inspection, l'exploitant informe l'inspection qu'un projet est à l'étude : modification du mode d'élevage avec passage en volière, à première vue sans augmentation du nombre de volailles. Cette modification du mode d'élevage impactera notamment la gestion des effluents (passage sur litière, épandage du fumier) et la configuration de l'élevage actuel (bâtiment P1 réutilisé ou construction d'un nouveau bâtiment).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra, avant toutes modifications, à l'inspection des installations classées un porter à connaissance détaillant toutes les modifications de l'activité d'élevage envisagées ainsi que leurs impacts sur les intérêts définis à l'article L.511 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Intégration dans le paysage et propreté

Références réglementaires :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
- Arrêté préfectoral d'autorisation n°03/1242/2-3 du 28 avril 2003 article 7-g

Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement

Prescription contrôlée :

AM : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

AP : Une haie constituée d'arbres d'essences locales sera plantée en partie ouest du parcellaire.

Constats :

Conforme, le site est peu visible par les tiers et bien entretenu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Préservation de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7

Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.

Constats : Conforme présence de haies bordant l'élevage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Références réglementaires :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
- Arrêté préfectoral d'autorisation n°03/1242/2-3 du 28 avril 2003 article 7-a

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.

Constats :

Locaux propres et bien entretenus. Aucune trace de nuisibles n'a été constatée le jour de l'inspection. Présence de boîtes à appâts (RACAN ou BIAGRO fournis par la clinique vétérinaire du Clair Matin à Bourg en Bresse) réparties sur l'intégralité du site. Présence de « fly-trap » répartis dans les haies qui encadrent le site d'élevage. Dératisation réalisée en interne, vu plan de dératisation avec localisation des appâts.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Accessibilité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

Constats :

Conforme, deux accès à la voie publique sont présents et dégagés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Références réglementaires :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 13 et 14
- Arrêté préfectoral d'autorisation n°03/1242/2-3 du 28 avril 2003 article 7-c
- Arrêté préfectoral de mise en demeure n°DCL-BRENV-2023-135-1 du 15 mai 2023
- Avis du SDIS n°2024/PP/634 du 9 décembre 2024

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

AM :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un

implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. À défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. [...]

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

[...]

L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.

AP : Dans les bâtiments, des extincteurs seront mis en place ainsi que des moyens de premiers secours appropriés. La maintenance de ces appareils sera régulièrement assurée par une entreprise agréée. [...]

Des moyens de secours seront installés (extincteurs, postes d'eau etc) appropriés aux risques et facilement accessibles en toutes circonstances.

APMD :

- Prendre l'attache des services du SDIS pour une vérification du débit du poteau incendie présent à l'entrée du site
- Faire vérifier les extincteurs présents sur le site

Constats :

Non conforme.

Absence de réserve incendie sur le site. Un poteau incendie est présent à l'entrée du site mais le débit est insuffisant : 55 m³/h sous une pression de 1 bar (cf attestation de la SAUR pour les mesures du 26/09/2019).

Par ailleurs, l'exploitant a déposé une demande de permis de construire afin d'agrandir le centre de conditionnement des œufs et de mettre en place un quai de chargement/ déchargement. Dans le cadre de l'instruction de ce permis le SDIS a identifié une défense extérieure contre l'incendie insuffisante sur le site d'élevage et préconise :

- de mettre en conformité le poteau incendie n° BRANGES 58
- de compléter la DECI par un point d'eau naturel ou artificiel (PENA) conforme au RDDECI (fiche technique n°3) du volume nécessaire de 180 m³ en s'assurant que la réserve d'eau incendie dispose d'un dispositif hydraulique (fiches techniques n° 4 à 8 et n°10), utilisable en tout temps, accessible aux engins de secours et incongelable
- implanter le nouveau PENA à moins de 100 mètres du risque
- s'assurer que le nouveau PENA fasse l'objet d'une visite de réception, en présence du maître d'ouvrage et de l'installateur,
- transmettre, après réception du nouveau point d'eau, la fiche de liaison « éléments de vie d'un PEI ou d'un PENA » du RDDECI, auprès de la compagnie de Louhans à l'adresse

<p>compagnielouhans@sdis71.fr,</p> <ul style="list-style-type: none"> – prévoir que l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> → permette aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles, → indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou l'indisponibilité du point d'eau incendie dans les pls brefs délais, → implante, signale, maintienne et contrôle le point d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département, – transmettre à la compagnie de Louhans à minima tous les trois ans, les résultats des essais d'aspiration des aménagements hydrauliques de la réserve incendie privée. <p>Absence d'affichage des numéros d'urgence (panneau présent mais non complété) et des consignes précises relatives aux dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation</p> <p>Extincteurs vérifiés : vu procès verbal d'intervention de la société EUROFEU en date du 27/02/24.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> – L'exploitant doit mettre en place les prescriptions définies par le SDIS dans son avis n°2024/PP/634 du 9 décembre 2024 (joint au courrier d'accompagnement du présent rapport) pour assurer la défense extérieure contre l'incendie de l'installation ; – Prendre l'attache du SDIS pour valider les mesures mises en œuvre ; – L'exploitant doit procéder à l'affichage des numéros d'urgence et des consignes précises relatives aux dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d'actions correctives</p> <p>Proposition de délais : 3 mois et sans délais pour l'affichage des numéros d'urgence</p>

N° 8 : Installations électriques et techniques

<p>Référence réglementaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 – Arrêté préfectoral d'autorisation n°03/1242/2-3 du 28 avril 2003 article 7-c – Arrêté préfectoral de mise en demeure n°DCL-BRENV-2023-135-1 du 15 mai 2023
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AM :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.[...]</p> <p>APMD : réaliser les travaux demandés suite au contrôle des installations électriques réalisés en novembre 2021</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conforme</p> <p>Absence de gaz sur le site.</p> <p>3 personnes travaillent quotidiennement sur le site.</p> <p>Présence d'une coupure générale de l'alimentation électrique à l'entrée de chaque bâtiment.</p> <p>Le jour de l'inspection, la dernière vérification des installations électriques date de 2023 par la société DEGLETANE. Rapport d'intervention non communiqué. Néanmoins par courriel la société DEGLETANE indique qu'il est impératif que l'exploitant fasse un nettoyage des armoires électriques (poussières, toiles d'araignées, plumes..). Sans nettoyage l'entreprise indique qu'il y a un risque de court-circuit ou d'échauffement pouvant provoquer un incendie.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé qu'un rendez-vous était fixé avec l'entreprise SOCOTEC</p>

pour une vérification des installations électriques par thermographie le 26/03/25 et une vérification complète des installations le 27/02/25. L'exploitant a transmis le 10 avril 2025 les rapports des contrôles correspondants :

Références SOCOTEC : N° N35K0/25/1006, date du rapport : 28/02/2025 : des non-conformités sont relevées et sur le Q18 (compte-rendu de vérification périodique) délivré, SOCOTEC indique que l'installation peut présenter des risques d'incendie et d'explosion :

- De la poussière est présente en quantité excessive dans les armoires électriques (armoire générales fientes / TGBT / Coffret ventilation), non-conformité signalée pour la première fois en octobre 2020.
- une protection inadaptée contre les surintensités dans le composant « départ clim »

Concernant la vérification des installations par thermographie infrarouge(rapport SOCOTEC n°N35K02500200000001991 du 26/03/2025): absence d'anomalie constatée / risque incendie faible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives listées par l'entreprise SOCOTEC dans le rapport d'inspection N° N35K0/25/1006 du 28 février 2025. Un justificatif de la mise en œuvre de ces actions correctives sera transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'actions correctives et de justificatifs

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées. Cette disposition est applicable à compter du 1^{er} janvier 2024.

Constats :

Conforme, présence de panneaux limitant l'accès ainsi qu'un portail à l'entrée de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I et II
- Arrêté préfectoral d'autorisation n°03/1242/2-3 du 28 avril 2003 article 7-i

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

AM :

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

I. – Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse. L'exploitant veille au bon état des rétentions.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

II. – Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient ;
- 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.

Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022.

AP : Une rétention sera installée pour le réservoir à fuel du groupe électrogène en conformité avec la réglementation.

Constats :

Absence de stockage de produits de nettoyage le jour de l'inspection. L'exploitant informe l'inspection que seul un dépoussiérage (compresseur puis ramassage au sol) suivi d'une désinfection et d'un séchage est réalisé à la fin de chaque lot avant mise en place d'un nouveau lot. Un lot est conservé environ 100 semaines. Lors de l'inspection les lots des deux bâtiments d'élevage avaient été mis en place récemment. Les produits de désinfection ne sont pas stockés sur place mais achetés au moment des opérations de désinfection.

Achat des bidons de désinfectant (Mefisto-shock) auprès du cabinet vétérinaire du Clair Matin à Bourg en Bresse.

Utilisation de FUMAGRI HA (bougies désinfectantes) pour la désinfection et la lutte anti-fongique des silos. Produits également achetés au moment de la désinfection des silos d'aliment en fin de lot.

Lavage uniquement en cas de salmonelle.

Cuve à fuel présente sur le site afin d'alimenter un générateur de secours en cas de panne électrique. Cuve placée sur rétention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation, compteur, disconnecteur)

Références réglementaires :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17 et 18
- Arrêté préfectoral d'autorisation n°03/1242/2-3 du 28 avril 2003 article 7-e

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

AM : Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.[...]

Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du Code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.

Constats :

Absence de forage (forage initialement prévu dans la procédure d'autorisation de 2012 n'a pas été réalisé). Raccordement exclusivement au réseau d'adduction public. L'arrivée d'eau avec la présence d'un compteur et d'un disconnecteur n'a pu être vérifiée lors de l'inspection (beaucoup d'eau au-dessus).

Chaque bâtiment est équipé d'un compteur spécifique relevé en permanence. Présence d'une électrovanne permettant l'arrêt de la distribution d'eau la nuit afin de prévenir toute fuite.

Présence de pipettes afin de réduire la consommation d'eau.

Absence de lavage en l'absence de salmonelles (uniquement dépoussiérage, désinfection et séchage). L'exploitant informe l'inspection de la présence de clapets anti-retour sur l'arrivée d'eau de chaque bâtiment.

Consommation sur l'année 2023 : 5 060 m³ / sur l'année 2024 : 4 766 m³ (poules parties en novembre donc année incomplète par rapport à 2023 + saison estivale maussade)

AP : Un disconnecteur sera installé sur le système d'alimentation en eau potable pour assurer la protection du réseau d'adduction d'eau potable et déclaré à la DDASS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection le justificatif de la présence d'un disconnecteur sur l'arrivée d'eau potable et de clapets anti-retour sur les arrivées d'eau de chaque bâtiment ainsi que l'attestation de maintenance annuelle pour le disconnecteur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatifs

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire :

– Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19

– Arrêté préfectoral d'autorisation n°03/1242/2-3 du 28 avril 2003 article 3-b

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Constats :

Les eaux pluviales sont collectées et rejoignent le milieu naturel (vu plan des réseaux). Absence d'aires d'exercice.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Épandage des effluents d'élevage

Référence réglementaire :

– Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 26, 27-2-a / c / d

- Arrêté préfectoral d'autorisation n°03/1242/2-3 du 28 avril 2003 article 4
- Arrêté préfectoral de mise en demeure n°DCL-BRENV-2023-135-1 du 15 mai 2023

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

AM :

26- Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux effluents aboutissant à des produits normés ou homologués.

Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.

L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5.

Les effluents bruts d'élevage peuvent notamment être traités :

- dans une station de traitement dans les conditions prévues à l'article 28 ;
- par compostage dans les conditions prévues à l'article 29 ;
- sur un site spécialisé dans les conditions prévues à l'article 30 ;
- pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA).

2-a°) Le plan d'épandage répond à trois objectifs :

- identifier les surfaces épandables exploitées en propre ou mises à disposition par des tiers ;
- identifier par nature et par quantité maximale les effluents d'élevage à épandre, qu'ils soient bruts, y compris ceux épandus par les animaux eux-mêmes, ou traités ;
- calculer le dimensionnement des surfaces nécessaires à l'épandage, y compris par les animaux eux-mêmes, de ces effluents ;

c°) Le plan d'épandage est constitué :

- d'une carte à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 permettant de localiser les surfaces d'épandage et les éléments environnants, notamment les noms des communes et les limites communales, les cours d'eau et habitations des tiers. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage selon les règles définies à l'article 27-3 ;
- lorsque des terres sont mises à disposition par des tiers, des conventions (ou dans le cas de projets, les engagements) d'épandage sont conclues entre l'exploitant et le prêteur de terres. Les conventions d'épandage comprennent l'identification des surfaces concernées, les quantités et les types d'effluents d'élevage concernés, la durée de la mise à disposition des terres et les éléments nécessaires à la vérification par le pétitionnaire du bon dimensionnement des surfaces prêtées ;
- d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, l'aptitude à l'épandage, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et le nom de la commune ;
- des éléments à prendre en compte pour la réalisation de l'épandage mentionnés au point b, à l'exception des zones d'exclusion déjà mentionnées sur la carte ;
- du calcul de dimensionnement du plan d'épandage selon les modalités définies à l'article 27-4 ;

L'ensemble des éléments constituant le plan d'épandage est tenu à jour et à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées ;

d°) Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.

Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.

Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.

AP : [...] Les fientes produites seront séchées et stockées dans un local séparé, en vue de leur élimination dans le cadre de la vente en conformité avec la norme NFU 42001, relative à la technique de fabrication et la commercialisation des engrais d'origine animale, et par l'épandage conformément au plan d'épandage.

APMD : Prévoir une solution alternative de gestion, lorsque le produit NFU-44-051 ne répond pas à la norme NPK

Constats :

Les fientes produites au sein des poulaillers sont pré-séchées sur les tapis ventilés durant une semaine pour atteindre des taux de matière sèche de 60 %. Elles sont ensuite envoyées dans un hangar à fientes pour terminer le processus de séchage. Le produit obtenu doit satisfaire aux caractéristiques fixées par les normes NFU 42001 et/ou 44051 pour être repris en tant que matières fertilisantes ou support de culture. Le plan d'épandage initialement autorisé n'est plus utilisé car depuis 2015, la totalité des fientes (environ 1500 tonnes /an) est reprise par la société TERRIAL (vu convention de mise en marché datant du 22/06/2021 valable pour une durée de 5 ans). L'exploitant n'a pas indiqué de solution alternative de gestion des fientes en cas de fientes ne respectant pas la norme NFU-44-051 et ne pouvant par conséquent pas être vendues en tant que produit support de culture (demandé dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure).

Il est par ailleurs indiqué dans la convention de mise en marché sus-citée, article 7 que : « Dans l'hypothèse de non-conformité des produits ou de non-information de l'existence de problèmes sanitaires, le Prestataire décline toute responsabilité vis-à-vis des utilisateurs et/ou des tiers et/ou des Administrations ; le producteur supportera alors seul la responsabilité des éventuels dommages causés et en assumera seul les conséquences ».

La société TERRIAL s'engage à proposer une solution alternative à la mise en marché uniquement en cas d'état sanitaire défectueux de l'élevage ou d'une suspicion d'une maladie réglementée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit présenter à l'inspection des installations classées la solution alternative retenue en cas d'impossibilité de reprise par la société TERRIAL pour des fientes non conformes aux cahiers des charges relatifs aux normes NFU 42-001 ou NFU 44-051. En cas d'épandage, l'exploitant précisera si le plan correspond à celui autorisé par l'arrêté d'autorisation de 2003 ou s'il doit faire l'objet d'une mise à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33, 34 et 35
- Arrêté préfectoral d'autorisation n°03/1242/2-3 du 28 avril 2003 article 3.c et 7.b

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Art 33 :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;
- trier, recycler, valoriser ses déchets ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Art 34 :

Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.

Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Art 35 :

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au Code de l'environnement.

Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au Code rural et de la pêche maritime.

Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015.

Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.

Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.

AP :

Les déchets de l'exploitation et notamment les emballages seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution ou de nuisances (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Ils seront éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

Les animaux morts seront stockés dans un local spécial, parfaitement étanche, à l'abri des insectes et des rongeurs ; pour les cadavres de petite taille, ils pourront être rassemblés en sac étanche et congelés, pour permettre un ramassage organisé. Sauf cas de force majeure, ils ne doivent être ni enfouis ni stockés à l'extérieur.

Constats :

Conforme.

L'exploitant fait appel à l'équarrisseur PROVALT pour l'enlèvement des cadavres (vu contrat daté du 20/02/25) et des œufs cassés sur le site. Bons d'enlèvement dématérialisés. Les cadavres sont stockés dans un congélateur puis, le jour du passage de l'équarrissage dans un bac spécifique étanche et fermé disposé sur une plate-forme étanche.

Achat récent d'une morgue réfrigérée disposée au niveau du portail de sortie du site en bordure de route qui n'était pas encore en fonctionnement le jour de l'inspection.

Déchets vétérinaires : faible quantité reprise par la clinique du Clair Matin.

Absence de brûlage à l'air libre.

Ferraille / déchets résiduels après tri : repris par VEOLIA (vu bordereaux de reprise du 20/12/23 ; 15/07/24 et 24/02/25).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : GEREP / déclaration Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : <ul style="list-style-type: none">– Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45– Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : AM : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. » Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020. AM du 31/01/2008 : Déclaration annuelle des déchets et des émissions polluantes dans l'air, l'eau et le sol.
Constats : Conforme, déclaration effectuée. BRS et modules de calcul déposés conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

Application des meilleures techniques disponibles (MTD)**N° 16 : Dossier de réexamen IED**

Référence réglementaire : <ul style="list-style-type: none">– Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I– Arrêté préfectoral de mise en demeure n°DCL-BRENV-2023-135-1 du 15 mai 2023
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : AM : L'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD transmet le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement au plus tard : <ul style="list-style-type: none">– le 21 avril 2018 pour les installations dont le numéro de SIRET se termine par un chiffre impair ;– le 21 février 2019 pour les autres installations. À cette fin, l'exploitant renseigne les informations nécessaires sur le site de téléservice (http://www.elevage-ied.developpement-durable.gouv.fr/) mis en ligne par le ministère en charge de l'environnement. L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques. [...] APMD : Mettre en ligne sur www.elevage-ied.developpement-durable.gouv.fr le dossier de réexamen au titre de la directive IED.
Constats : Dossier de réexamen transmis le 26/03/2024 à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 17 : Stratégies alimentaires

Référence réglementaire : <ul style="list-style-type: none">– Dossier de réexamen IED transmis le 26/04/2024

– Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II
 – Décision d'exécution (UE) n° 2017/302 de la commission du 15/02/17 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs (MTD 24, 3, 4)

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

MTD 24 : Méthode de détermination annuelle des quantités d'azote et de phosphore excrétés par catégorie animale : Les quantités d'azote et de phosphore total excrétées sont estimées par un bilan massique sur l'azote et le phosphore (en se basant sur les quantités d'aliment ingérées, les performances de l'animal et la teneur en MAT et phosphore du ou des aliments)

MTD 3 : Excrétion d'azote

	Valeurs de l'installation	Performance associée aux MTD (azote excrété en kg N/emplacement/ an)
Poules pondeuses	0,67	<=0,8

Les animaux reçoivent une alimentation multiphase c'est-à-dire répondant aux besoins spécifiques des périodes de production.

MTD n°4 : Excrétion de phosphore

	Valeurs de l'installation	Performance associée aux MTD (phosphore total excrété en kg P2O5/emplacement/ an)
Poules pondeuses	0,19	<=0,45

Les animaux reçoivent une alimentation multiphase c'est-à-dire répondant aux besoins spécifiques des périodes de production.

Constats :

Les poules pondeuses arrivent à environ 1,5 kg et sont gardées 100 semaines sur le site d'élevage. 4 gammes d'aliments sont utilisées sur toute la durée d'élevage :

- début de ponte
- pic de ponte
- persistance
- fin de ponte

Aliments fournis par l'entreprise SANDERS. Vu bilan réel simplifié pour le calcul des valeurs de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suites

N°18 : Émissions d'ammoniac

Référence réglementaire :

- Dossier de réexamen IED transmis le 26/04/2024
- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II (mise en œuvre des MTD)
- Décision d'exécution (UE) n° 2017/302 de la commission du 15/02/17 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs (MTD 25 et 31)

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

MTD 25 : Méthode de détermination annuelle des émissions d'ammoniac dans l'atmosphère : émissions d'ammoniac estimées à l'aide d'un bilan massique sur l'azote (en se basant sur les quantités d'aliments ingérées, les performances de l'animal et la teneur en MAT du ou des aliments). Le module de calcul GEREPA répond à cette technique.

MTD 31 : Poules pondeuses : réduction des émissions de NH3 au bâtiment :

Le retrait des effluents de l'élevage par tapis est effectué au minimum :

- une fois par semaine si elles sont séchées à l'air
- deux fois par semaine si elles ne sont pas séchées à l'air

Constats : Conforme, vu module de calcul GEREP. Tapis raclés une fois par semaine (fientes séchées à l'air). Les fientes produites au sein des deux bâtiments d'élevage utilisés sont pré-séchées sur les tapis ventilés durant une semaine pour atteindre un taux de matière sèche de 60 %. Elles sont ensuite envoyées dans le hangar de stockage F1 pour terminer le process de séchage.

Type de suites proposées : Sans suites

N°19 : Émissions totales de l'élevage

Référence réglementaire :

- Dossier de réexamen IED transmis le 26/04/2024
- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II (mise en œuvre des MTD)
- Décision d'exécution (UE) n° 2017/302 de la commission du 15/02/17 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs (MTD 23)

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

MTD 23 : Émissions totales et comparaison par rapport à un élevage standard :

Poste d'émission en ammoniac	Émissions en ammoniac de l'élevage	Émissions en ammoniac d'un élevage de volailles analogue standard
Bâtiment d'élevage	3983	23187
Stockage des effluents	6242	4671
Épandage des effluents sur les terres en propres	0	3941
Épandage des effluents sur les terres mises à disposition	0	0
Total	10225	31799

Constats :

Conforme. L'exploitant doit veiller à renforcer l'application des MTD relatives au stockage des effluents pour limiter les émissions d'ammoniac.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 20 : Traitement des effluents

Référence réglementaire :

- Dossier de réexamen IED transmis le 26/04/2024
- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II (mise en œuvre des MTD)
- Décision d'exécution (UE) n° 2017/302 de la commission du 15/02/17 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs (MTD 19)

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

MTD 19 : Utilisation d'un tunnel extérieur pour le séchage des effluents d'élevage

Constats :

Conforme.

Les fientes produites au sein des deux bâtiments d'élevage utilisés sont pré-séchées sur les tapis

ventilés durant une semaine pour atteindre un taux de matière sèche de 60 %. Elles sont ensuite envoyées dans le hangar de stockage F1 pour être déshydratées. Le produit obtenu doit satisfaire aux caractéristiques fixées par les normes NFU 42 001 et/ou 44051. Le plan d'épandage autorisé n'est plus utilisé.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 21: Collecte et Stockage des effluents

Référence réglementaire :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II , article 23
- Dossier de réexamen IED transmis le 26/04/2024
- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II (mise en œuvre des MTD)
- Décision d'exécution (UE) n° 2017/302 de la commission du 15/02/17 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs (MTD 6, 7, 14 et 15)
- Arrêté préfectoral d'autorisation n°03/1242/2-3 du 28 avril 2003 article 3.a

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

MTD 6 : Eaux souillées : réduction de la production d'eaux résiduelles

- Ensemble de l'installation d'élevage et des aires aménagées est maintenu en bon état de propreté
- Séparer les eaux de pluie non contaminées des flux d'eaux résiduelles nécessitant un traitement.

MTD 7 : Réduction des émissions d'eaux résiduelles :

Les eaux résiduelles sont collectées vers un conteneur réservé à cet effet ou vers une fosse extérieure

MTD 14 : Émissions dans l'air : Réduction des émissions d'ammoniac dans l'air lors du stockage des effluents solides :

Les effluents solides sont stockés dans un hangar.

MTD 15 : Émissions eau et sol : Réduction des émissions d'ammoniac dans l'eau et le sol lors du stockage des effluents solides :

Les effluents solides séchés sont stockés dans un hangar

Les capacités de stockage sont suffisantes pour couvrir les périodes où l'épandage n'est pas possible

AM :

Art 11-II Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Art 23 : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduelles ou des effluents d'élevage.

Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la capacité minimale de stockage, y compris sous les animaux dans les bâtiments et, le cas échéant, sur une parcelle d'épandage, permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois minimum. Les durées de stockage sont définies par le préfet et tiennent compte des particularités pédo-climatiques.

Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement peuvent être stockés ou compostés sur une parcelle d'épandage à l'issue d'un stockage de deux mois sous les animaux ou sur une fumière dans des conditions précisées par le préfet et figurant dans l'arrêté d'autorisation. Le stockage du compost et des fumiers respecte les distances prévues à l'article 5 et ne peut être réalisé sur des sols où l'épandage est interdit. La durée de stockage ne dépasse pas dix mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans. Le stockage sur une parcelle d'épandage des fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement peut être effectué dans les mêmes conditions sans stockage préalable de deux mois sous les animaux.

Constats :

Les fientes des deux bâtiments d'élevage sont évacuées par des tapis mobiles 1 fois par semaine pour rejoindre le bâtiment de stockage de 1 085 m². Les fientes sont pré-séchées sur ces tapis ainsi que dans le bâtiment de stockage équipé de trois turbines et deux ventilateurs ainsi qu'une aération en toiture. La société TERRIAL assure la reprise des fientes suites aux sollicitations de Mr CARBON. Lavage des bâtiments uniquement en cas de salmonelles (sinon uniquement dépoussiérage, désinfection et séchage). Les eaux de nettoyage sont récupérées dans une fosse. Fosse donc utilisée très ponctuellement. Présence de branchages et d'un arbre au sein de cette fosse qui impacte sa capacité.

Collecte des eaux de pluie assurée, absence d'aire d'exercice (cf item n°12)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Nettoyer la fosse de récupération des eaux de lavage afin de retirer les branchages qui peuvent limiter sa capacité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 22: Gestion efficace eau, énergie

Référence réglementaire :

- Dossier de réexamen IED transmis le 26/04/2024
- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II (mise en œuvre des MTD)
- Décision d'exécution (UE) n° 2017/302 de la commission du 15/02/17 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs (MTD 5, 8)

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

MTD 5 : Eau : utilisation efficace de l'eau :

- Tenir un registre de la consommation d'eau.
- Détecter et réparer les fuites d'eau.

MTD 8 : Utilisation efficace de l'énergie

- Les systèmes de chauffage / refroidissement et ventilation sont optimisés, notamment si un système d'épuration de l'air est utilisé
- Les murs, sols et plafonds du bâtiment d'élevage sont bien isolés

Constats :

Conforme. Système de ventilation dynamique avec présence de 14 ventilateurs de 33 m³ chacun, entrée d'air via les trappes latérales des bâtiments et sortie d'air sur le pignon. Les ouvertures sont réglées par l'automate en fonction de l'ambiance dans le bâtiment.

Consommation d'eau réduite à l'abreuvement (lavage uniquement en cas de salmonelles). Suivi en continu de la consommation d'eau de chaque bâtiment.

N° 23: Nuisances

Référence réglementaire :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5-I (règles de distance)
- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 32-1 et 2 (bruits)
- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I et II (air / odeur)
- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II (mise en œuvre des MTD)
- Dossier de réexamen IED transmis le 26/04/2024
- Décision d'exécution (UE) n° 2017/302 de la commission du 15/02/17 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs (MTD 10, 13, 11, 27)
- Arrêté préfectoral d'autorisation n°03/1242/2-3 du 28 avril 2003 articles 5 et 6

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

MTD 10 : Bruit ; Prévention et/ou réduction des émissions sonores :

- Les règles de distance réglementaires vis-à-vis des tiers et des zones sensibles sont respectées.

MTD 13 : Odeurs : prévention et/ou réduction des émissions d'odeurs

- Les distances réglementaires vis-à-vis des tiers et des zones sensibles sont respectées
- Le système d'élevage met en place au moins l'un des principes suivants :
 - garder les animaux et les surfaces propres et sèches
 - réduire les surfaces émettrices des effluents (i.e : utilisation de lattes en plastique ou métal, préfosse réduite..)
 - retirer les effluents fréquemment vers un stockage externe
 - réduire la température intérieure et des effluents
 - réduire le débit et la vitesse de l'air au-dessus de la surface des effluents
- maintenir une litière sèche et en aérobiose dans le cas d'un élevage sur litière

MTD 11 : Poussières : Prévention et/ou réduction des poussières

L'alimentation distribuée et humide, en granulés ou, pour les systèmes en alimentation sèche, contenant des matières premières huileuses ou des liants

MTD 27 : Détermination poussières

Suivi des émissions annuelles de poussières au sein d'un bâtiment d'élevage

- les émissions de poussières sont estimées à l'aide de facteurs d'émission (le module de calcul GEREP répond à cette technique)

AM :

Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de :

- 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 100 mètres à chaque bande ; cette distance peut être réduite à 15 mètres pour les stockages de paille et de fourrage de l'exploitation ; toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie ;
- 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation - en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;
- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ;

- 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- 50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel.

En cas de nécessité et en l'absence de solution technique propre à garantir la commodité du voisinage et la protection des eaux, les distances fixées par le présent article peuvent être augmentées.

[...]

32-1 – Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'émergence par les dispositions suivantes :

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne compromet pas la santé ou la sécurité du voisinage et ne constitue pas une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence, définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement, reste inférieure aux valeurs suivantes :

- pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T / ÉMERGENCE MAXIMALE admissible en dB (A)

T < 20 minutes/ 10

20 minutes ≤ T < 45 minutes/ 9

45 minutes ≤ T < 2 heures/ 7

2 heures ≤ T < 4 heures/ 6

T ≥ 4 heures/ 5

- pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 dB (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

32-2 - Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'émergence par les dispositions suivantes :

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tout point de l'intérieur des habitations ou locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tout point des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes habitations ou locaux.

Des mesures techniques adaptées peuvent être imposées pour parvenir au respect des valeurs maximales d'émergence.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 susvisé).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

[...]

I- Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage. En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;
- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.

<p>II- Gestion des odeurs. L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes</p>
<p>Constats : Conforme. Absence de nuisances sonores et olfactives sur le site d'élevage le jour de l'inspection. Aucune plainte n'a été transmise à l'inspection des installations classées en lien avec ces sujets. Bâtiments correctement ventilés : Système de ventilation dynamique avec présence de 14 ventilateurs de 33 m³ chacun, entrée d'air via les trappes latérales des bâtiments et sortie d'air sur le pignon. Les ouvertures sont réglées par l'automate en fonction de l'ambiance dans le bâtiment. Lors de l'inspection il n'a pas été ressenti de gêne par un air trop chargé en ammoniac. Le taux d'ammoniac n'a pas été mesuré lors de l'inspection. Le taux de poussière est peu élevé. Distances conforme par rapport aux tiers. Taux de particules déclaré dans GEREPE.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 24: Surveillance des paramètres de procédé

<p>Référence réglementaire : – Dossier de réexamen IED transmis le 26/04/2024 – Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II (mise en œuvre des MTD) – Décision d'exécution (UE) n° 2017/302 de la commission du 15/02/17 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs (MTD 29)</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Dossier</p>
<p>Prescription contrôlée : La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an : – consommation d'eau – consommation d'électricité – consommation de combustible – nombre d'animaux entrants et sortants y compris les naissances et décès, le cas échéant – consommation d'aliments – production d'effluents d'élevage</p>
<p>Constats : Conforme, suivi via factures d'achat, de consommation, réception des lots de poules pondeuses, cahier d'élevage avec suivi mortalité, bordereaux de remise des effluents à la société TERRIAL.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>
